

Visite fructueuse du ministre du Commerce au Brésil

Le ministre du Commerce, M. Ed Lumley, a effectué une visite officielle de trois jours au Brésil, au mois de décembre, à l'invitation du ministre du Commerce et de l'Industrie du Brésil, M. João Camillo Penna. L'objectif de sa visite était d'offrir son appui aux hommes d'affaires canadiens présents sur le marché brésilien.

Le Ministre, qui était accompagné d'une importante délégation de hauts fonctionnaires et de dirigeants d'entreprise, a rencontré, à Brasilia, plusieurs ministres chargés des questions économiques et commerciales, soit, outre M. Penna, les ministres des Affaires étrangères, de l'Agriculture, des Communications, ainsi que des Mines et de l'Énergie; il a également rencontré les ministres suppléants de l'Aéronautique, de la Planification et des Transports. A Sao Paulo, le ministre Lumley s'est entretenu avec le gouverneur de l'État, M. Paulo Salim Maluf, qui avait lui-même visité le Canada en juin dernier.

Ces rencontres ont permis des discussions fructueuses sur certains projets spécifiques, dont la vente possible d'un système canadien de communication par satellite, la construction d'une usine de méthanol, d'une usine de charbon et d'une centrale hydro-électrique. Les discussions ont également porté sur plusieurs autres possibilités d'exportation de biens canadiens dont des avions, des avions-citernes, des bateaux conteneurs, des plates-formes de forage en mer et des

locomotives de la compagnie Bombardier de Montréal. Un projet connexe de cette compagnie a aussi fait l'objet de la signature d'un protocole; il s'agit de la remise à neuf de locomotives diesel utilisées au Brésil. Notons, de plus, que le ministre de l'Agriculture a assuré le ministre Lumley que son pays continuerait à importer du Canada de grandes quantités de blé et de potasse et il a exprimé le désir de voir le Canada augmenter ses importations de produits agro-alimentaires brésiliens.

Tous les projets canadiens bénéficient de l'appui vigoureux de la Société d'expansion pour les exportations dont le niveau de transactions au Brésil s'élève maintenant à \$130 millions. La SEE a, de plus, mis sur pied plusieurs lignes de crédit avec les principaux gouvernements d'États brésiliens et les banques commerciales de Rio et Sao Paulo. Ces arrangements permettent de mettre rapidement à la disposition des petits exportateurs canadiens le crédit nécessaire pour conclure leurs transactions.

Durant sa visite à Sao Paulo, M. Lumley a prononcé un discours devant la Chambre de commerce Brésil-Canada sur le thème *Brésil-Canada: objectifs complémentaires dans une conjoncture internationale difficile*. Par la suite, il s'est entretenu personnellement avec une cinquantaine de chefs d'entreprise de cette ville.

En 1980, les exportations canadiennes

vers le Brésil ont atteint \$883 millions, alors que les importations s'élevaient à \$348 millions. Près de 80 p. cent des exportations brésiliennes vers le Canada sont constituées de produits manufacturés ou semi-manufacturés (moteurs, acier, chaussures), tandis que plus de la moitié des exportations canadiennes vers le Brésil sont des produits de base (blé, charbon, potasse).

Une alarme parlante

Une compagnie de Nepean (Ontario) a annoncé qu'elle avait mis au point un système d'alarme très perfectionné qui non seulement avertit les usagers, mais qui les aide aussi à fuir.

Le système Voice Alarm Communications (VAC), de la compagnie K.W. Wilks Associates Limited, pourrait se révéler particulièrement utile en cas d'incendie dans un grand édifice, un hôtel, par exemple.

Le VAC fonctionne comme une alarme d'incendie dont la sonnerie se déclenche s'il y a trop de fumée ou une chaleur excessive. Des préposés aux incendies, postés dans différentes parties de l'édifice, vérifient la raison de l'alerte et, s'il y a un danger véritable, ils alertent un responsable principal. Celui-ci donne alors l'ordre d'évacuation à l'aide de haut-parleurs placés dans les corridors et les chambres. Il dirige les opérations en avertissant, par exemple, les occupants de ne pas utiliser tel ou tel escalier rempli de fumée.

"L'originalité du système réside dans la communication verbale. Les gens se fatiguent d'entendre la sonnerie d'alarme surtout dans un édifice où il y a beaucoup de fausses alarmes; mais ils écoutent les instructions transmises par une personne", explique M. Heinz Flux, directeur général et président du Conseil de la compagnie.

Le système VAC se vend de \$7 000 à \$100 000, selon sa taille et sa complexité. On peut enregistrer toutes les informations données par haut-parleurs, ce qui permet de vérifier par la suite si l'on a transmis les bonnes instructions.

Selon un porte-parole des Services d'incendie d'Ottawa, le VAC peut être très utile à condition de bien choisir la personne qui donne les instructions.

L'entreprise a déjà vendu plus d'une douzaine de ce système à des manufacturiers de systèmes d'alerte d'incendie, à des gouvernements, ainsi qu'à des propriétaires d'immeubles privés.



Le ministre du Commerce du Canada, M. Ed Lumley (au centre à gauche), s'entretient avec le ministre des Communications du Brésil, M. Haroldo Correa de Mattos (au centre à droite).